

A la dernière session de la Chambre des communes, le Premier Ministre constatait que, pour la plupart des gens sans doute, le centre de la gravité politique tendait, à mesure qu'ils avançaient en âge, à passer du pays de leurs pères à celui de leurs fils.

La plupart de ceux dont les ancêtres sont venus des Iles britanniques sont probablement à mi-chemin dans cette évolution, entre leurs compatriotes de langue française dont les ancêtres sont sur ce sol depuis trois siècles, et les plus récemment arrivés, dont la manière de voir et d'agir est encore, en certains cas, influencée par la vie et les coutumes de la patrie qu'ils ont quittée. Mais la sympathie profonde des Canadiens en général pour celle qu'ils appellent affectueusement "la vieille partie", constitue un facteur capital et déterminant.

Ainsi s'explique l'attitude d'esprit du peuple canadien en général.

J'en ai rencontré pour qui les seuls faits qui comptent sont les suivants:

Le Canada est un pays de l'Amérique du Nord et il ne doit pas se ruiner à essayer de faire régner l'ordre et la paix en Europe; notre dette s'élevait à moins de 350 millions de dollars en 1914; la grande guerre nous a coûté plus de deux milliards; nous n'avons même pas commencé à amortir cette dette; au contraire notre dette s'élève maintenant à plus de quatre milliards et notre premier devoir envers notre pays est de le sauver de la banqueroute.

Ils ne peuvent pas s'expliquer pourquoi le Canada serait le seul pays d'Amérique qui dût s'engager dans ce conflit, d'autant plus que les Etats-Unis d'Amérique—la plus grande démocratie du monde—se tient à l'écart.

Je leur réponds par les paroles d'André Siegfried, l'économiste français: c'est dit-il, une nécessité vitale pour l'Europe que la Grande-Bretagne demeure saine et forte, comme elle l'est aujourd'hui; et pour le monde entier, qui, pendant un siècle et demi, sur toutes les mers du globe, où il n'était pas toujours sans danger de s'aventurer auparavant, a bénéficié de la paix et de l'ordre que faisait régner la Grande-Bretagne.

Mais au-dessus de toutes les raisons qui expliquent et justifient notre action, il en est une qui les dépasse toutes: le Canada est partie du Commonwealth des nations britanniques, la majorité de son peuple est de souche britannique, et de l'Atlantique au Pacifique, la voix du peuple réclame que le Canada porte assistance à la mère-patrie. Sentiment noble et bien naturel et qui n'admet aucun démenti.

Un dicton français trouve ici son application: "Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas."

Ceux de mes compatriotes, en ce pays, qui ne sont pas soulevés par cette émotion irrésistible, ont le devoir de la respecter. C'est dans un esprit de noblesse et de fraternité qu'ils la respecteront; et en montrant qu'ils comprennent parfaitement le sentiment et la conduite de leurs compatriotes, ils seront en meilleure posture pour leur demander en retour de ne pas transformer en *devoir national* un sentiment que l'ensemble de la nation ne partage pas au même degré. C'est de cette façon et de cette façon seule, que l'unité nationale du Canada sera sauvegardée.

Voilà l'explication et la justification de la politique présentée par le Gouvernement: le Canada, nation libre dans le Commonwealth britannique, apporte sa collaboration de plein gré, et sans contraindre personne.

L'honorable C. P. BEAUBIEN: Je n'ajouterai que quelques mots au présent débat. Je crois savoir que le Gouvernement déclarera formellement la guerre cet après-midi.

L'honorable M. DANDURAND: Dès que l'Adresse sera adoptée.

L'honorable M. BEAUBIEN: Quelle sera la signification de ce geste pour nous? Ce sera simplement la consignation d'un fait qui existe depuis que la Grande-Bretagne a déclaré la guerre à l'Allemagne. En notre qualité de membre de l'Empire britannique, nous sommes tombés dans l'abîme de la guerre, et nous ne pourrions en sortir qu'en nous retirant de l'Empire britannique et en reniant notre allégeance à notre roi. Il n'y a pas d'autre issue. Je me demande si un grand nombre de Canadiens sont prêts à prendre cette mesure. Je songe en ce moment à des groupes, parfois bruyants, mais qui ne font pas toujours preuve de jugement et de prudence. Ces groupes seraient-ils prêts à abandonner la situation qui est faite dans ce pays à toutes les religions et à toutes les races, situation qui a valu la liberté et la justice à tous les citoyens de notre pays? Je doute fort qu'un nombre considérable de notre population manifestent le désir d'agir de la sorte. Mais s'ils le faisaient, quel serait le résultat? Tous savent qu'en définitive nous serions exposés à la guerre, non pas à trois mille milles de distance, mais à nos portes. Cela voudrait dire la guerre civile.

A mon avis, très peu de nos gens le désirent. Si nous sommes en guerre, ce n'est pas la Grande-Bretagne et la France qui sont responsables de la chose. Nous le savons tous.